

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THONON AGREGATS SAS

64, route d'Armoy
Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés »
74 200 Thonon-les-Bains

Références : 20260505-RAP-InspThonAgregats-TlesB-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement THONON AGREGATS SAS implanté 64, route d'Armoy, Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THONON AGREGATS SAS
- 64, route d'Armoy Lieux-dits « Crêt Ste Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés », 74 200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT dans GUN : 0006101950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La Société « Thonon Agrégats » a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires fluvio-glaciaires sur la commune de Thonon-Les-Bains par arrêté préfectoral (AP) du 15 janvier 2018, pour une durée de 15 ans.

Sur le site, sont autorisées les activités suivantes :

- une exploitation de carrière avec remblayage par des déchets inertes ;
- une installation de traitement de matériaux.

A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 2 240 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 170 000 tonnes/an en moyenne et 210 000 t/an au maximum et le remblayage total autorisé est de 1 640 000 t pour la remise en état.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Suites de l'inspection de 2026 - APMD**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 2.1.11 et 8.3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12,3
4	Hydrogéologie	Code de l'environnement du 10/07/2025, article L. 511-1
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.6.2.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la date de la visite sur site et après analyse des éléments transmis, l'inspection des installations classées considère que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 août 2025 sont respectées. Un courrier en ce sens devra être transmis à l'exploitant.

Parallèlement, un constat (n°1) a fait l'objet d'une demande de transmission de justificatifs à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Condition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, articles 2.1.11 et 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'exploitation et phasage
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><u>Article 2.1.11 – Plans :</u></p> <p><u>Un plan d'échelle</u> adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ; • les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ; • les dates des levés topographiques ; • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, bassins de décantation...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • la dénomination des parcelles cadastrales concernées ; • l'emplacement exact du bornage ; • la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses • les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ; • les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs. <p>Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p><u>Un plan de coupe</u> (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.</p> <p>Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie).</p> <p>Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des</p>

installations classées.

Article 8.3.2 : Phasage

L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande.

Les travaux d'extraction progressent par phase. Le plan de phasage de l'exploitation en annexe II du présent arrêté, présente la progression des travaux d'extraction selon 3 phases. Il est strictement respecté.

L'extraction se fera une période de 11 ans, soit deux périodes de 5 ans et une période de 1 an. La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux. Cependant, la remise en état final se fera sur une durée de 4 ans.

Pour chaque phase, les travaux se font du haut vers le bas.

Phase 1 – 5 ans : (janvier 2018 – janvier 2023)

exploitation complète de l'extension Ouest (environ 2 hectares) jusqu'à la cote finale de 486 NGF puis exploitation de l'extension Est (environ 2 hectares) par effacement progressif du mamelon jusqu'à un palier calé à la cote 492 NGF ;

remise en état finale de l'extension Ouest avec régilage de la terre végétale, engazonnement et plantation d'arbres (essences locales).

Phase 2 – 5 ans : (janvier 2023 – janvier 2028)

exploitation jusqu'à la cote du carreau actuel à 480 NGF puis exploitation par casiers d'Est en Ouest de l'extension Ouest et de la partie Est du carreau de la carrière actuelle jusqu'à la cote 470 NGF (sauf sur son secteur Sud avec une cote limitée à 474 NGF le secteur Nord de l'extension avec une cote limitée à 478 NGF) ;

comblement progressif des différents casiers exploités à l'aide de matériaux inertes pour revenir à une cote de 480 NGF ;

déplacement en fin de phase de l'installation de criblage-lavage-concassage vers le rebord Nord du carreau de la carrière actuelle afin de libérer pour la phase suivante la partie du carreau restant à exploiter de la cote 480 NGF à la cote 470 NGF sur la partie Nord et 474 sur la partie Sud.

(...)

Constats :

A la suite de l'inspection du 15 mai 2025, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé par madame la préfète le 14 août 2025.

L'exploitant devait sous 6 mois, transmettre un porter à connaissance (PAC) d'une demande de modification du phasage et une étude hydrologique concernant les impacts éventuels de l'approfondissement du carreau.

L'exploitant a transmis le PAC le 26 février 2026.

L'étude hydrologique présente en annexe 3 décrit le fonctionnement des eaux souterraines présentes au droit du site.

La sur-profondeur a été évaluée à environ 5 m en dessous de la cote autorisée sur une surface de l'ordre de 3 000 à 5 000 m². Cette extraction peut- avoir des impacts sur la piézométrie et la qualité de l'eau.

Les conclusions de l'étude n'identifient pas d'incidence de cette extraction sur la piézométrie, l'alimentation des nappes en aval et donc sur la capacité de pompage du site. Il n'y a donc pas d'incidence sur le fonctionnement hydrologique.

Afin d'éviter toute incidence sur la qualité de l'eau, l'étude préconise un remblayage rapide de la zone avec des matériaux inertes.

L'exploitant prévoit de remblayer avec des matériaux sablo-argileux, compactés faiblement afin de ne pas imperméabiliser artificiellement cette zone et permettre le fonctionnement actuel des eaux souterraines. Le volume nécessaire a été évalué à 14 500 m³.

A la date de l'inspection la zone est désormais remblayée. Le remblayage a été effectué premier trimestre de 2026 (après le relevé topo de 2025). L'exploitant nous a déclaré que le géomètre passera en juin 2026 pour s'assurer du respect des cotes.

A réception de ce nouveau plan, il le transmettra en version papier à l'inspection.
Les éléments du dossier ne permettent pas de justifier totalement la demande de modification du phasage, en particulier sur la zone Ouest de la carrière.

Cependant, l'inspection des installations classées considère que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/08/2025 sont respectées.

Un courrier en ce sens devra être transmis à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Sous 3 mois, concernant le phasage, l'exploitant complètera son dossier transmis en février 2026 avec les éléments suivants :

- la justification du respect des cotes au niveau de la zone où il y a eu la surprofondeur ;
- la mise à jour du phasage de de la remise en état de la zone (Ouest champ de tir). Pour cette zone, le carreau est désormais entièrement remblayé. L'exploitant précisera la durée pour la mise en œuvre des remblais sur les talus pour atteindre les pentes prévisionnelles tel que définies dans le dossier de demande d'autorisation (apport de terre végétale et plantation) ;
- la mise à jour et la justification de la zone Est, en bordure de périmètre.

L'actualisation des garanties financières devra également être transmise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N°2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Registre

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :
 - la date de réception ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; En compte
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; en compte enregistrée
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
 - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant nous a déclaré que ponctuellement des analyses pack inertes étaient réalisées mais que ce n'était pas formalisé.

L'inspection précise à l'exploitant, qu'il sera plus judicieux de formaliser ces analyses, notamment dans le cadre de la future cessation d'activité.

Nous avons analysé certaines acceptation de déchets sur le site, nous avons constaté que l'exploitant a fait des efforts. Les observations lors de la dernière inspection ont été prises en compte.

L'exploitant a rajouté une case « en compte » pour les transporteurs et les entreprises de terrassement.

L'adresse du producteur de déchets est renseignée.

A coté des codes déchets, l'exploitant rajoutera le code de traitement R5.

Sans suite

N°3 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12,3
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : L'exploitant nous a transmis en séance, l'étude de stabilité de la zone Ouest. Il n'y a pas d'instabilité découverte. Nous n'avons pas constaté le jour de l'inspection d'accumulation d'eau au niveau de la zone remblayée.
Sans suite

N°4 : Hydrogéologie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/07/2025, article L. 511-1
Thème(s) : Risques accidentels, Impacts sur la eaux souterraines
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier.
Constats : Cf. Constat n°1 du présent rapport.
Sans suite

N°5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance semestrielle
Prescription contrôlée : Tout au long de l'exploitation, le niveau piézométrique sera relevé une fois par mois par l'entreprise sur l'ensemble des ouvrages conformément au plan en annexe IV du présent arrêté. <u>Une analyse semestrielle (basses et hautes eaux) de la nappe sera réalisée sur les forages Pz Sud, Pz Nord, Pompage. P Champ de tir et D2 par un laboratoire agréé.</u> Cette analyse portera sur les éléments : <ul style="list-style-type: none">• conductivité électrique ;• pH ;• COT (carbone organique total) ;• MES ;

- DCO ;
- DBO ;
- la molécule du flocculant ;
- Hydrocarbures (Cl à ClO) ;
- HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) ;
- PCB (polychlorobiphényles 7 congénères) ;
- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ;
- Chlorure ;
- formes de l'azote (N03, N02. NI-14, NTK) ;
- Sulfate ;
- Nitrates ;
- Fer.

Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant. En ce qui concerne la mesure semestrielle de la qualité des eaux, le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations de la norme en vigueur.

L'organisme procède également, à une mesure du niveau piézométrique lors de son intervention, qui vient s'ajouter aux mesures mensuelles à la charge de l'exploitant, si elle n'a pas lieu le jour prévu pour celles-ci. L'exploitant s'assure que l'organisme choisi respecte bien ces dispositions. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, selon les normes en vigueur. Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés (éventuellement sous format électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Si l'évolution défavorable est confirmée, a minima, les mesures suivantes sont mises en œuvre : mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ;

communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée. Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourrait imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après les derniers apports de déchets inertes.

Constats :

Les dernières analyses ont été réalisées en décembre 2025. Le rapport a été transmis en séance. A réception des résultats des prochaines analyses prévues dans 15 jours, si des anomalies sont mises en exergues, l'exploitant le signalera à l'inspection conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral précité.

Sans suite